

Initiatives ministérielles

En fait, dans les excellentes notes qui ont été rédigées à l'intention des députés de notre parti, on signale que même le gourou de la plupart des députés d'en face en matière de privatisation, soit l'ancienne première ministre du Royaume-Uni, M^{me} Margaret Thatcher, qui privatisait à qui mieux mieux, comptait un représentant de son Cabinet dans certaines entreprises, dans d'anciennes sociétés d'État, comme on les appellerait ici: British Aerospace, Britoil, British Gas, Cable and Wireless et British Telecom. C'est le moins que le gouvernement puisse faire car, une fois que ce sera réglé et que le projet de loi sera adopté—et nous allons nous prononcer aujourd'hui sur de nombreux amendements et il y aura une autre journée de débat demain—qu'arrivera-t-il juste avant Noël? On va se débarrasser de Petro-Canada et cela, probablement pour de bon.

Pendant la pause, j'ai eu la chance de procéder à un petit sondage dans le mail de la rue Sparks; j'ai demandé aux gens s'ils croyaient qu'on pourrait récupérer la société Petro-Canada si jamais on la vendait? J'ai bien peur de devoir vous dire que beaucoup ne croient pas que cela serait à nouveau possible. Comment allons-nous avoir à nouveau la maîtrise de notre société pétrolière? Ce sera très difficile, sinon coûteux.

Une autre disposition fort sensée que nous avons proposée tout à l'heure, et que les libéraux et les conservateurs se sont malheureusement entendus pour rejeter, visait à demander au gouvernement de présenter au Parlement un rapport annuel qui montre exactement où vont les retombées industrielles, où sont créés les emplois, de quel genre d'emplois il s'agit et où va le pétrole.

• (1640)

Cela permettrait au gouvernement de dire que nous avons tort. Nous allions donner au gouvernement la chance de revenir dans un an avec un rapport annuel destiné au Parlement et de nous dire: «Vous vous trompiez. Voyez toutes les merveilleuses choses qui sont arrivées à cette société depuis que nous l'avons vendue.»

C'est un amendement qui a du sens. Malheureusement, les libéraux et les conservateurs l'ont rejeté. C'était assez bon pour le projet de loi que nous avons étudié la semaine dernière, le C-74, la Loi sur les pêches, au sujet duquel on a demandé qu'un rapport distinct soit

présenté chaque année au Parlement. Dans ce cas, il s'agissait de la protection des habitats. Le gouvernement a accepté l'amendement. Je ne vois donc aucune raison pour qu'il n'accepte pas l'amendement très direct que nous proposons d'apporter au projet de loi C-84, soit celui que nous débattons aujourd'hui.

Je vois l'autre amendement que nous avons mis le gouvernement au défi d'adopter. S'il a l'intention de vendre Petro-Canada, peut-être devrait-il faire l'impossible pour que les contribuables canadiens obtiennent au moins un juste prix. Voilà pourquoi nous croyons qu'il devrait demander au moins 6,7 milliards de dollars. C'est ce prix que les contribuables canadiens ont payé pour la société. Ce ne serait que juste.

Je souhaite que le gouvernement essaie de relever notre défi, qu'il voie s'il en est capable, puis qu'il accepte notre proposition d'exiger un rapport annuel afin que le Parlement soit informé des résultats de l'opération, qu'elle réussisse ou non. Le problème, cependant, c'est que je ne suis pas certain qu'on devrait en espérer autant de ce gouvernement.

Dans bien des endroits au Canada, la station-service Petro-Canada est plus qu'un simple poste d'essence; elle est un véritable magasin général, et, dans bien des cas, elle est encore le seul poste d'essence de la localité. Les conservateurs sont en train de vendre le pays et ses institutions par morceaux. Le moment est venu, comme je l'ai dit plus tôt, d'essayer de nous définir.

Je vous signale, pour conclure, monsieur le Président, que si cette question a réussi à toucher les Canadiens et si elle a trouvé écho dans les médias, c'est à cause de mon collègue, le député d'Edmonton-Est, qui a dit au Parlement et aux Canadiens: «Pourquoi ne nous servirions-nous pas de Petro-Canada comme outil de promotion pour les économies d'énergie au Canada? Pourquoi ne nous servirions-nous pas de tous ses points de vente au Canada pour promouvoir les économies d'énergie?»

Pensez à tous ces points de vente où les Canadiens pourraient facilement et rapidement obtenir de l'information et des conseils sur l'entretien de leur véhicule, sur la conduite automobile et sur les moyens d'économiser l'énergie à domicile. Il n'y aurait pas de meilleure chose à faire.